

Le Libertaire

Adresser tout ce qui concerne
l'administration à LECOIN

HEBDOMADAIRE ANARCHISTE
69, BOULEVARD DE BELLEVILLE — PARIS

Adresser tout ce qui a trait
à la rédaction à NADAUD

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE :
Un an . . . 10 fr.
Six mois . . 5 fr.

POUR L'ÉTRANGER :
Un an . . . 12 fr.
Six mois . . 6 fr.

Les anarchistes veulent instaurer
un milieu social qui assure à chaque
individu le maximum de bien-être et
de liberté adéquat à chaque époque.

Ils doivent être acquittés... ils le seront !

LE PROCÈS DES TRENTE

C'était en 1894. Vingt-sept ans se sont écoulés et je m'en souviens comme si c'était hier.

Paris, la France entière, tremblaient sous le terrorisme anarchiste. Depuis dix-huit mois, la propagande par le fait battait son plein ; le couteau et le revolver parlaient ; la dynamite tonnait ; les attentats se multipliaient ; les victimes devenaient de plus en plus nombreuses.

La série avait commencé par les magistrats qui avaient prononcé contre certains anarchistes des peines que les compagnons estimaient particulièrement iniques. De hauts personnages avaient été frappés. Vaillant avait jeté sa bombe au Palais-Bourbon. Des dénonciateurs avaient subi la vengeance des anarchistes.

C'en était trop.
La presse réclamait l'arrestation de ceux qu'elle appelait les meneurs. Elle ne consentait pas à voir dans ces attentats, qui se succédaient avec une régularité déconcertante, les actes accomplis par des isolés. Exaspérée, l'opinion exigeait des pouvoirs publics des mesures d'une sévérité implacable.

Le Parlement avait — tout exprès — forgé des lois d'une rigueur si exceptionnelle qu'elles furent et sont encore qualifiées de lois scélérates.

En janvier 1894, un immense coup de filet amena l'arrestation, à Paris et en province, de tous ceux qui étaient suspects de convictions ou simplement de sympathies anarchistes. La délation fit fureur ; des milliers de domiciles furent fouillés de fond en comble et plus de deux mille personnes, y compris des femmes et des enfants, furent mises en état d'arrestation.

Il s'agissait d'impliquer tous les anarchistes dans une immense association de malfaiteurs et d'exterminer ainsi toute cette bande de voleurs et d'assassins.

Tous les Parquets entrèrent en action ; police et gendarmerie travaillèrent fébrilement. Promesses et intimidations, faux et chantages, ruses et mensonges, les agissements les plus arbitraires et les manœuvres les plus odieuses furent employés.

Vainement. Ces procédés infâmes se heurtèrent à l'indéfectible vaillance des incarcérés.

Comme pour faire la preuve que les attentats anarchistes étaient le fait de compagnons isolés, la bombe de Powels à la Madeleine, celle d'Emile Henry au terminus et le poignard de Caserio tuant le président Sadi Carnot, en pleine rue, au cours d'une cérémonie officielle, à Lyon, alors qu'il était entouré de soldats et de policiers, achevèrent de dérouter l'accusation et d'exaspérer l'opinion publique.

L'instruction n'aboutissait pas. Il fallait relâcher, après une détention plus ou moins longue, la plupart des incarcérés.

Des cinq cents anarchistes qui avaient été emprisonnés à Paris, on se résigna à n'en garder que trente et à les impliquer dans le procès qui s'ouvrit, en cour d'assises, en août 1894.

J'entends encore l'avocat général Bulot — c'était un escrimeur redoutable — terminer ainsi son réquisitoire : « Messieurs les jurés, j'ai fait la preuve — indéniable, aveuglante, que la culpabilité des hommes que vous êtes appelés à juger est certaine. Vous avez vu ici les membres les plus redoutables de cette monstrueuse association de malfaiteurs qui, sous couvert d'anarchisme, multiplie les crimes. Les plus coupables, ce ne sont pas ceux qui ont tué avec la bombe, le poignard ou le revolver ; ceux-là, certes, étaient des criminels et la plupart, frappés par le verdict de vos prédécesseurs, ont payé de leur tête — leurs forfaits. Les plus coupables, je le devrais dire, Messieurs, les vrais coupables ce sont ceux qui ont armé le bras de ces impulsifs. Ces derniers ont pris au sérieux les abominables excitations des théoriciens et se sont imaginé mettre en pratique, par le vol et l'assassinat, les révoltantes doctrines des intellectuels de l'anarchie.

Les intellectuels, Messieurs, sont le cerveau ; les impulsifs ne sont que le bras ; par leurs écrits, par leurs déclarations passionnées, les Jean Grave et les Sébastien Faure ont fanatisé les pauvres d'esprit dont ces deux

bandits sont les véritables inspirateurs et les chefs incontestés.

« Messieurs, je ne vous demanderai pas de rendre contre tous les accusés un verdict impitoyable. Il en est en faveur de qui je ne m'oppose pas à l'admission des circonstances atténuantes. Mais je trahirais mes devoirs et manquerais à ma conscience, si je ne vous demandais pas contre certains autres le maximum de la peine. Celle-ci sera encore inférieure à leur culpabilité. Car ces individus « sont les pires misérables ! »

Et le ministère public concluait en demandant vingt ans de travaux forcés — pas moins — contre cinq d'entre nous : Jean Grave, Matha, Paul Bernard, Bastard et Sébastien Faure.

Mais le jury parisien ne voulut pas condamner. Il avait constaté, au cours des débats, qu'il s'agissait d'un procès de tendance. Il nous avait entendus revendiquer tous, hautement, fièrement, notre qualité d'anarchistes militants et de propagandistes actifs ; mais les débats n'avaient pas apporté un commencement de preuve de l'accusation qui pesait sur nous : Association de malfaiteurs.

Le jury avait acquis la certitude que la plupart d'entre nous ne se connaissaient même pas. « Singuliers associés, pensait-il, qui, sans s'être jamais vus et encore moins concertés, se seraient affiliés à une association ayant pour but de commettre des crimes, association dont les membres ne retireraient aucun profit personnel tout en s'exposant à des peines terribles ! »

Le jury déclara qu'il n'y avait pas d'association de malfaiteurs et nous fûmes acquittés.

LE PROCÈS DES DIX

L'histoire se répète.
A vingt-sept ans d'intervalle, les procédés gouvernementaux sont les mêmes. L'homme à la bombe est remplacé par l'homme au couteau entre les dents. L'accusation de complot contre la sûreté de l'Etat se substitue à celle d'association de malfaiteurs.

Celle-ci s'est effondrée ; celle-là s'effondrera.

Le gouvernement, la magistrature et la police n'ont pas eu besoin de s'ingénier à trouver du nouveau ; ils n'ont eu qu'à puiser servilement dans un passé récent les bases fragiles du procès qu'ils font à nos camarades communistes.

Il s'agit aujourd'hui, comme en 1894, d'un procès de tendance, d'un crime d'opinion.

La Révolution russe empêche la classe dirigeante de France, et de partout, de dormir béatement et de digérer en paix. La bourgeoisie ne veut pas reconnaître ce qui trouble son repos et sa goinfreterie, ce sont les dix-sept cent mille cadavres qu'elle a sur la conscience et les milliards qu'elle a transportés des champs de carnage dans ses coffres-forts.

Elle a le pressentiment que l'heure vient, lente, mais sûre et proche, où il lui faudra rendre ses comptes ; elle comprend qu'il est des responsabilités auxquelles les maîtres ne peuvent pas toujours échapper ; elle sent qu'elle est de jour en jour acculée à la banqueroute, à la guerre ou à la révolution ; elle voit que l'océan de misère dont elle a pu, jusqu'à ce jour, contenir les flots tumultueux, monte, monte encore, monte toujours et elle tremble que la tempête, furieusement déchaînée, ne finisse par la submerger ; elle constate que ses fautes, ses hontes, ses mensonges et ses crimes ont dépassé la mesure où ils restent réparables et elle s'affoie à l'approche du juste châtiment.

Alors, pour se défendre, elle prend en main l'arme qui tant de fois lui a réussi, l'arme, la seule, en laquelle elle ait encore confiance : la répression, la répression bête, aveugle, stupide. Elle confie ceux en qui elle voit des meneurs ; elle échafaude péniblement une accusation et les traîne en cour d'assises.

Qu'espère-t-elle ?
Espère-t-elle que dix mois d'incarcération auront abattu le courage ou ébranlé les convictions de Bott, de Monmousseau, de Sigrand, de Lorient, de Rabilloud, d'Hanot, de Lebourg, de Monatte, de Giraud ou de Souvarine ?

Qu'elle renonce à cet espoir.
Espère-t-elle que les débats apporteront à l'accusation des bases qui lui font totalement défaut ?

Qu'elle perde cette illusion.
Espère-t-elle que l'opinion publique,

d'ores et déjà fixée sur l'inexistence du fameux complot, se laissera bourrer le crâne par les comptes rendus mensongers ou tendancieux de la presse à sa dévotion ?

Qu'elle n'y compte pas.

Enfin, espère-t-elle que, même trié sur le volet, le jury consentira à déclarer coupables des hommes dont le seul crime est — si c'en est un — de professer et de propager sur le présent et l'avenir des convictions dites subversives ?

Qu'elle fasse son deuil de cette injure imméritée à des jurés qui, n'étant pas des magistrats de carrière, n'ont à attendre du verdict qu'ils rendront ni advancement, ni disgrâce.

Et puis, si j'ai dit que l'histoire se répète, j'ai voulu, en l'espèce, parler de celle qu'écrit l'affolement des gouvernants et de leurs valets de justice, pas de celle qu'écrit la conscience de moins en moins obscure du prolétariat.

Lors du procès des Trente, les anarchistes n'avaient personne pour les défendre ; l'opinion publique les avait en horreur ; les quelques milliers de libertaires que comptait alors ce pays étaient surveillés, traqués, mouchardés, persécutés. Sans tribune, comme sans journal, ils savaient qu'aucune voix ne pouvait s'élever en leur faveur et que s'ils étaient condamnés, nulle protestation ne pourrait se faire entendre.

Les temps ont changé.

Il y a aujourd'hui des centaines de milliers de cœurs qui battent à l'unisson des dix ; il y a une presse qui n'est au pouvoir de personne de museler ; il y a d'innombrables consciences que soulèverait d'indignation un verdict de culpabilité ; il y a, à l'exception des sphères dirigeantes, une atmosphère sympathique aux accusés ; il y a une pratique constamment accrue de la liberté d'opinion.

Si légère qu'elle soit, la condamnation de nos camarades communistes ferait sortir de milliers et de milliers de poitrines, une clameur dont rien n'étoufferait le bruit. Les syndicalistes, les socialistes, les communistes, les libertaires — oui ! tous les anarchistes — et tous les républicains, les démocrates, les penseurs libres qui n'ont pas rompu avec les principes et les traditions du libéralisme, entreprendraient une agitation si violente, détermineraient un courant d'opinion si puissant, que cette condamnation pourrait bien amener celle du régime lui-même.

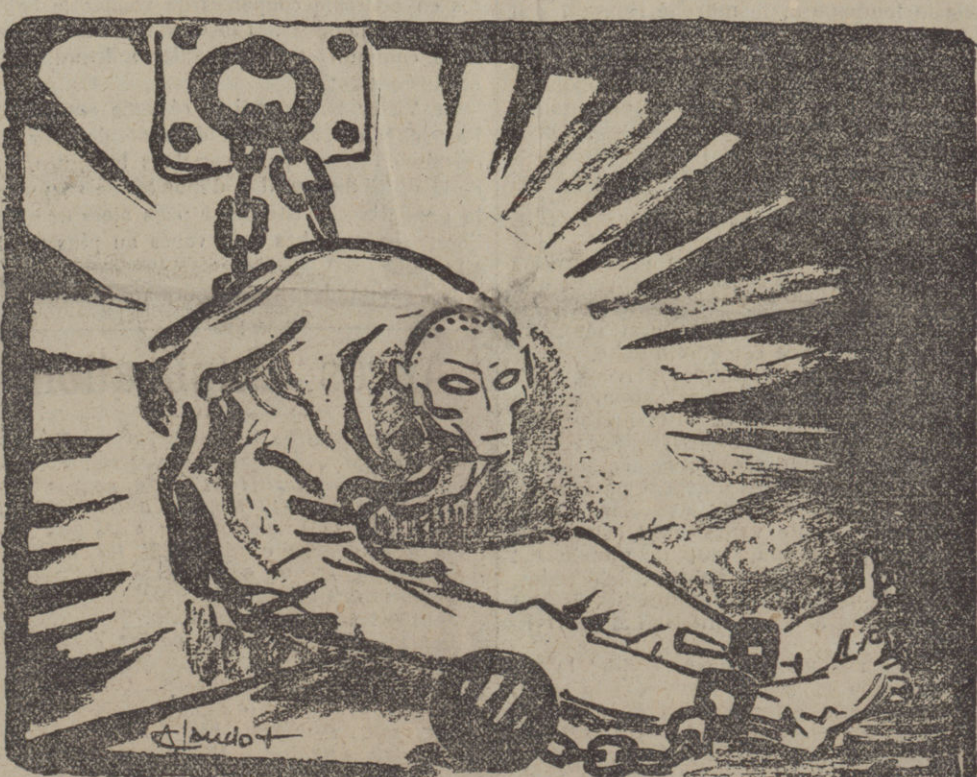
Camarades Souvarine, Giraud, Monatte, Lebourg, Hanot, Rabilloud, Lorient, Sigrand, Monmousseau, Bott, chez ce ne sont pas là paroles vaines, ni promesses en l'air.

Vous pouvez, vos amis peuvent compter que si, contrairement à toute équité, vous n'êtes pas, dans quelques jours, rendus à la liberté dont vous n'auriez jamais dû être privés, nous n'oublierons aucun de vous. Enregistrez la certitude de notre solidarité agissante.

Les Trente et les amis des Trente se sont avec les Dix et les amis des Dix !

Sébastien FAURE.

EN LA TÉNÉBRE DU "MITAR" DE MELUN



COTTIN : La Jungle a décrété mon assassinat... Mais que de l'embrasement des cœurs de tes fils ardents, ô Anarchie ! jaillissent des étincelles...

Complot !...

Une ignoble parodie de justice vient de commencer.

La — loi, — la meilleure arme de l'Etat — quel qu'il soit — peut être appliquée à des hommes ne pensant pas conformément à l'orthodoxie du jour.

C'est le commencement d'une répression féroce qui se fait jour. Entendez l'hallali poussé par tous les vendus et les prostitués de la finance. Voyez... leurs gueules bavent comme celles des chiens enragés...

Populo ! prépare ta trique, il va falloir en découdre.

Dix communistes — se réclamant de différentes écoles — comparaissent devant la justice bourgeoise. C'est la première charrette...

Leurs crimes ? Attentat à la sûreté intérieure de l'Etat et infraction à la loi sur les menées anarchistes.

Nous ne perdrons point notre temps à analyser ces... crimes.

Pour nous anarchistes, nous voyons dans ces dix hommes, non pas des adversaires d'idées, mais dix révolutionnaires qui souffrent depuis de longs mois pour avoir osé songer à bouleverser l'ordre social actuel.

Déjà nous nous sommes dressés contre ce coup de force. Mais aujourd'hui, au moment où la bourgeoisie essaie de faire un exemple pour anéantir la propagande révolutionnaire nous nous dressons à nouveau et crions :

« Révolutionnaires de toutes écoles : allez-vous laisser se dérouler sans protestations cette honteuse comédie dont la Cour d'assises est le théâtre et dont nos camarades sont les victimes ? »

Attendez-vous que de nouvelles charrettes se préparent ?

Il ne suffit plus de rationner sur telle ou telle illégalité gouvernementale. A cela il faut opposer autre chose que le bulletin de vote. L'ACTION DIRECTE ET TOUTES SES CONSÉQUENCES.

En tout cas, SACHEZ QUE SI VOUS ÊTES DÉCIDÉS À AGIR DANS CE SENS, LES ANARCHISTES SONT AVEC VOUS SANS RÉSERVES.

Camarades prolétaires, debout ! Songez que ce n'est pas seulement dix de vos frères qu'il faut libérer demain, mais aussi tous ceux qui souffrent dans les geôles : Cottin, Marty, Armand, Badina, les marins de la Mer Noire, les mutins de 1917, tous les déserteurs et tous ceux qui rêvent de l'oppression gouvernementale.

Montrez enfin que vous êtes capables d'un geste spontané autre que celui de vous rendre demain à l'appel de mobilisation.

LE LIBERTAIRE.

A l'avenir, tous les changements d'adresses doivent être accompagnés de 1 fr. 25 en timbres-poste pour frais de réimpression.

CONTRE LA RÉPRESSION !

Pour ceux du Complot
Pour Badina, pour Cottin
Pour tous les Emprisonnés

Dimanche prochain, 6 mars, grande manifestation à Saint-Ouen.

Tous nos camarades, tous les anarchistes se feront un devoir d'y assister.

(Pour plus amples indications, consulter les quotidiens.)

POUR LES MARINS DE LA MER NOIRE

Badina devant le Conseil de Guerre DE TOULON

Les événements qui déterminèrent le geste héroïque des marins de la mer Noire, en avril 1919, sont suffisamment connus pour qu'il ne nous soit pas nécessaire d'en faire à nouveau le récit.

On sait l'abominable répression qui s'ensuivit :

Confiants dans « la parole d'honneur » de leurs chefs, les marins révoltés acceptèrent (alors qu'ils pouvaient tout imposer, étant les maîtres de l'escadre) de rentrer à leur base navale, dans les ports de la métropole, pensant, les naïfs !... qu'on allait tout bonnement les démobiliser. Comme de bien entendu, il n'en fut rien et désarmés, réduits à l'impuissance, tous ceux qui étaient considérés comme des meneurs furent arrêtés et condamnés féroce.

Au nombre des poursuivis, au nombre des condamnés, se trouvait le quartier-maître Badina. Mais plus heureux que ses malheureux camarades, Badina avait pu s'enfuir de la prison de Galatz (Roumanie) et échapper à toutes les recherches de la police. Ce qui lui valut une condamnation par contumace à vingt ans de travaux forcés et autant d'interdiction de séjour.

Depuis qu'il avait pu s'échapper, Badina vécut dans différents pays, travaillant aux hasards des emplois pour gagner son pain. Absorbé par la lutte pour sa subsistance quotidienne, sans liaison aucune avec les camarades de France, Badina ignorait longtemps le sort réservé aux révoltés de la mer Noire.

Lorsqu'il connut l'épilogue de la révolte, dont avec d'autres il fut l'auteur, Badina résolut de revendiquer lui aussi sa part de responsabilité. Et en septembre 1920, il se présentait au consulat français de Gênes et s'y constituait prisonnier.

C'est là le geste d'un homme brave et l'affirmation d'une belle conscience, devant qui tout homme de cœur doit s'incliner. Par ce geste, par cette affirmation, dignes de toute notre admiration, Badina entraînaient les juges à rouvrir les débats sur le procès des Marins de la mer Noire, espérant en cela qu'appuyé sur l'opinion publique il saurait les contraindre et les amener à réviser leurs monstrueux et précédents verdicts.

Nos amis du Comité de Défense des Marins, dont le but est la libération des victimes des conseils de guerre maritimes, ont décidé d'apporter tous leurs efforts pour aider à la défense de Badina. Déjà, par une campagne ininterrompue de meetings et de manifestations de toutes sortes, ils ont réussi à intéresser les travailleurs de ce pays. Ils n'ont pas cessé de leurs efforts s'arrêtent là et ils n'auront de cesse de se dépenser tant qu'un des leurs restera emprisonné.

A l'occasion du procès de Badina, procès qui doit venir devant les juges maritimes de Toulon le 7 mars prochain, ils redoublent d'activité et espèrent bien que leur propagande intense, conjuguée avec les efforts de la défense, saura obliger les juges à plus d'impartialité et à moins de haine que précédemment ils n'avaient fait preuve.

Il faut, en effet, que ce prochain jugement soit la condamnation éclatante des jugements rendus au lendemain des événements de la mer Noire et qui, à Constantinople, Bizerte, Toulon, Brest, sur les cuirassés France, Waldeck-Rousseau, Voltaire, etc., etc., distribuèrent plus de 400 années de prison et de bagne.

Mais pour qu'il en soit ainsi il faut, qu'à la veille du procès qui va s'ouvrir à Toulon, l'opinion publique, les travailleurs, les hommes d'avant-garde, les révolutionnaires enfin manifestent hautement leur sympathie aux MARINS DE LA MER NOIRE :

Aux condamnés qui souffrent durement aujourd'hui, au droit commun (contre tout usage) dans les pénitenciers, dans les maisons centrales ;

A celui qui, demain, est appelé à subir lui aussi les coups de la vindicte bourgeoise.

Il faut que ceux qui sont appelés à se prononcer sur le sort de Badina sentent bien que ce serait de la colère, et non plus de l'indifférence, qui accueillerait, cette fois, un verdict de culpabilité.

Disons-nous bien que ce ne sera que sous le coup de la crainte et de la réprobation que les juges de Toulon seront amenés à être moins féroces envers Badina, que ne le furent leurs confrères dans les précédents jugements contre les marins.

Badina, malgré sa belle figure, malgré son fier courage et son geste vaillant qui le conduisit à se constituer prisonnier, n'en reste pas moins et surtout, aux yeux de la Justice (?), comme un des principaux responsables de la révolte de la mer Noire. On l'accuse d'avoir, en compagnie de l'officier mécanicien Marty (condamné à vingt ans de détention) poussé à la sédition à bord du torpilleur Protée... C'est dire qu'il encourt tout le courroux, toute la haine des juges de Toulon.

Aussi pour sauver Badina, pour sauver Marty, pour sauver tous les marins de la mer Noire emprisonnés, nous continuerons à apporter tout notre concours à l'admirable campagne entreprise par le Comité de défense des Marins. Comme toujours et constamment nous apportons notre effort pour la libération des autres victimes de la jus-

tice bourgeoise : Cottin, Bévent, Armand et tant et tant de milliers d'autres.

Et à la veille du procès qui va s'ouvrir à Toulon nous tenons à assurer Badina de toute notre sympathie agissante.

CONTINUÉ.

D'autre part, le « Comité de Défense des Marins » et le « Comité de Défense Sociale » nous communiquent un appel dont nous extrayons les passages suivants :

Le Gouvernement qui préside aux destinées du peuple français se dispose à se venger sur notre ami Badina, du geste accompli par lui et ses valeureux camarades de la mer Noire.

Badina, dont le seul tort est d'avoir eu foi en la justice des hommes, pour l'application des lois soi-disant démocratiques, de son pays, issues de la Constitution de 1875, est appelé à comparaître devant ses juges le 7 mars prochain.

Ayant perdu toute foi, toute confiance dans les lois et ne voulant accorder aucun crédit aux hommes chargés de les appliquer, ni aux tribunaux, ni à la justice bourgeoise, Badina par la voie du Comité de Défense des marins et du comité de Défense sociale, fait un appel chaleureux et énergique à tous les hommes de cœur épris de vraie justice à tous les hommes de conscience libre, à tout le prolétariat manuel et intellectuel, en un mot à tout ce que ce pays compte d'esprits libres et indépendants.

Fidèle à la tâche qui leur est dévolue, nos comités tout en continuant leur besogne quotidienne, pour la défense de tous les opprimés, ont un appel pressant et particulier à toutes les organisations et groupements d'avant-garde pour l'organisation de nombreux meetings qui devront se tenir les 5 et 6 mars, dans les principales villes de France.

Si nous voulons sauver le peu qui nous reste de l'héritage de nos ancêtres de 1793, si nous voulons sauver, pendant qu'il est temps encore, le peu qui nous reste d'honneur du prolétariat français il n'y a pas une minute à perdre.

Tous les militants à quelques écoles qu'ils appartiennent ont l'impérieux devoir de se mettre dès maintenant à l'œuvre pour l'organisation de ces meetings, afin d'en assurer le succès.

Il faut qu'une clameur de protestation s'élève de tous les points de la France.

Il faut à tout prix sauver celui qui symbolise aujourd'hui le grand esprit de sacrifice à la Révolution russe.

TOUS DEBOUT, SAUVONS BADINA

P. S. — Nous prions toutes les organisations, tous les groupements d'avant-garde de se mettre immédiatement en rapport avec nous, et de suspendre leurs réunions envisagées pour les 5 et 7 mars.

Nous ferons tout ce qu'il nous sera possible pour envoyer des orateurs ou des documents.

Ecrire au camarade Cane Albert, 6, rue Desportes, à St-Ouen (Seine).

La Guerre qui vient

Les échos du plus grand crime qu'a subi l'humanité : la Guerre, s'assourdissent à peine que les pourvoyeurs de la boucherie s'assemblent, en bons reus qu'ils sont, pour décider des méthodes à employer pour faire rendre gorge aux vaincus.

Les peuples qui sortent épuisés de la saignée ont les yeux tournés vers les maîtres qui en ce moment président à leurs destinées, leur préparant pour les combats des guerres terribles, possibles seulement par la lâcheté des foules qui les subissent et qui les font.

Et de la tourmente qui nous vult cette intense misère, des souffrances multiples, sortira peut-être un autre conflit qui sera tout aussi terrible et dont l'issue ne peut faire aucun doute car ce ne pourra être que le triomphe des gouvernants au détriment des gouvernés.

Les loups s'assemblent, l'opinion s'exalte, la presse à tout faire échauffe et surexcite les passions, suscite les haines, pousse le Français sur l'Allemand et réciproquement, etc., en dignes serviteurs du capital qui la nourrit, pendant que les requins décident des peuples, elle crée l'opinion pour que, si, cela plaît à « ces messieurs !... » ils recommencent la guerre « fraîche et joyeuse » pour le triomphe du Dieu argent.

La-bas, à Londres, les représentants les plus qualifiés de la ploutocratie internationale sont réunis. Le capitalisme de l'Entente, souverain par sa victoire, y définit, légalise sa toute-puissance et s'approprie à employer tous les moyens pour que ses DÉCISIONS SOIENT RESPECTÉES.

Après un écrasant rapport sur la si-

La grande ville de Rostow, à côté des mines du Donetz, ne reçoit pas le charbon

— le jour venu — toutes les bonnes vo-
lontés.

cune alternative n'est possible, maintenant nos frères de là-bas doivent vain-

cune alternative n'est possible, maintenant nos frères de là-bas doivent vain-

L'Evanouissement du Marxisme

Principes de mécanique sociale dans les arcanes de la fausse science

La contribution de Marx à la sociologie est beaucoup moins importante et surtout beaucoup moins décisive que ce que certains disciples fanatisés. Les sociologues les plus avisés de ce temps s'accordent à reconnaître dans l'œuvre de Marx, à côté de quelques vérités qui ne sont pas d'ailleurs spécifiquement marxistes, une forte dose d'illusionnisme.

Il n'a pas échappé à l'auteur du *Capital* que son œuvre prêtait à des interprétations abusives et arbitraires. On n'a voulu voir de sa part qu'un jeu d'esprit, une boutade, lorsqu'il s'est défendu d'être marxiste. Il y avait peut-être un drame de pensée profond, le drame qui hante la conscience du savant placé devant l'erreur fondamentale qui ruine tout son système.

La science marxiste n'a pas le caractère de la vraie science. Elle est sophistique, c'est-à-dire que, partant de postulats ou de principes préconçus, elle met en œuvre des ordres de faits unilatéraux pour étendre ses généralisations dogmatiques à l'ensemble des faits sociaux.

Les travaux antérieurs au *Capital* démontrent en Marx un esprit anti-idéaliste obstiné, un esprit de mathématicien pur. Il suffira que certains faits d'observation aient l'apparence de se plier à des lois mathématiques pour que l'esprit de système s'en empare et construise une théorie. Or avec suffisamment de ressources d'érudition, d'opulence d'expression et de souplesse mentale, il est aisé de faire entrer dans le cadre de la théorie tout ce que l'on veut qu'elle contienne.

L'hypothèse est donc parfaitement plausible qui représente le marxisme comme une transposition sur le terrain social des lois de la mécanique chimique.

Marx nourrissait deux principes favoris dont son système porte constamment l'empreinte :

A) Tout changement quantitatif parvenu à un certain degré produit un changement qualitatif ;

B) Toute métamorphose dans l'ordre matériel entraîne une métamorphose dans l'ordre de l'esprit.

Appliquez ces principes à la société et vous aurez le marxisme.

Au sens de Marx le fait quantitatif, c'est le fait social même.

La réunion d'hommes en société ne bonifie pas une simple addition ou juxtaposition d'individus, un simple amalgame d'éléments hétérogènes, dont chacun se retrouve avec ses caractéristiques propres et son autonomie intacte. Une fois que la coopération a cessé, non il se produit un phénomène synthétique analogue à celui qui s'accomplit dans le creuset du chimiste. Vous mettez en contact des éléments divers, il en résulte un corps unique qui ne laisse transparaître aucune trace de ses composants. Phénomène de combinaison et non pas simple mélange. Phénomène d'incorporation et non pas simple juxtaposition. Le fait social produit une valeur nouvelle. La coopération engendre un résultat organique d'ensemble, avec résorption des molécules individuelles. Vainement vous cherchiez dans le composé, l'image réelle des composants. Vous n'en percevez que des apparences illusoires. L'individu, en tant qu'unité, est un mythe. Le caractère de l'Unité disparaît, s'évanouit dans le Tout collectif.

A mesure qu'interviennent dans le creuset social des éléments plus complexes le fait quantitatif s'amplifie. Des forces neuves se dégagent sans cesse : mécanismes, spécialisations industrielles, division et standardisation du travail et des méthodes de production, qui toutes contribuent à l'anéantissement, à la mécanisation de l'individu. L'artisan qui conservait jusqu'à un certain point sa personnalité, tombe au rang de l'ouvrier ; l'ouvrier déchoit au rang de manoeuvre ; le manoeuvre dégénère à l'état d'organe ou d'appendice de machine. Au terme de cette mécanique chimique, il n'y a plus qu'une Briarée industrielle, un monstre collectif aux milliers de bras, aux membres gigantesques, devant la majesté et la puissance duquel l'individu succombe.

Le Briarée industriel produit de la valeur — valeur éminemment collective — qui ne souffre aucune appropriation

privée puisqu'elle émane de la coopération d'ensemble, puisqu'elle n'existerait pas sans cette coopération. Chaque objet fabriqué, toute marchandise qui a subi les métamorphoses de l'industrie s'incorpore une fraction de cette valeur, fraction qui ne dispose d'aucun élan de mesure autre que la quantité de travail collectif moyen cristallisé dans l'objet.

Le capitalisme à la volonté duquel se plie le Briarée industriel, ou, pour m'exprimer en langage marxiste, le capitalisme qui, au stade actuel de la production correspond à une nécessité obligatoire et fatale, — accapare la valeur collective, la plus-value créée par la coopération. Traduisons en langage ordinaire : le capitalisme dépouille la collectivité laborieuse des fruits de son travail. Le salaire qu'il attribue à ce dernier ne répond à aucune des réalités de la production ; il est arbitraire par essence. Le capitalisme est voleur ; le travail est volé.

J'emploie à dessein des expressions que condamne la science marxiste. Les termes : voleurs, volés ; exploités, exploités qui provoquent chez le commun des mortels une association d'idées de réprobation, de révolte, qui éveillent un sentiment de justice sociale, qui suscitent une volonté d'action dans le sens de l'idée et du sentiment n'ont évidemment aucune signification au point de vue marxiste. Puisqu'il y a une fatalité économique, un mécanisme évolutif, qui explique et qui légitime le processus social, que signifierait l'intervention d'une idée morale ? Il n'y a pas de morale ; il n'y a que le fait. Aussi bien il n'entre pas dans les intentions de Marx de faire appel aux idées que son gendre Paul Lafargue devait nommer élégamment, les « grues métaphysiques ». Il proscribit rigoureusement les qualifications que l'être pensant applique aux faits. Il ne se soucie pas des jugements personnels qui n'ont pour lui aucun sens. Il serait contraire que le lecteur qui le suit dans sa démonstration conclue à l'existence d'une Iniquité économique. Il se renferme lui-même s'il admettait qu'une idée révolutionnaire pût se greffer sur sa théorie avec la prétention de réagir contre le fait mécanique et social. Certes cette idée ne lui manque pas à lui-même. On devine qu'elle l'inspire, qu'elle le possède même. Mais la mécanique doit conserver le dessus et c'est mécaniquement que Marx nous conduira à la Révolution. Il chargera l'Évolution — cette locomotive du progrès — de nous mener de métamorphose en métamorphose, de changement quantitatif en changements qualitatifs, vers les transformations qualitatives, qui satisferont aux exigences de nos consciences.

RHILLON.

Le Mur de la Vie Privée

D'après un vieux cliché de la politique, on ne doit jamais franchir le mur derrière lequel se cache la vie privée des hommes publics.

Les hommes politiques jusqu'ici ont été à peu près tous de grands bourgeois.

Ceux qui n'étaient pas des grands bourgeois étaient devenus ; un conseiller municipal parisien, un député, un ministre, sont des gens à leur aise.

Quand un homme a de l'argent, il veut profiter de la vie ; et comme les idéalistes sont très rares, les dirigeants comme les autres hommes demandent le bonheur aux satisfactions d'ordre inférieur ; la bonne chère, les vins fins, les femmes faciles ; la bête est tout près.

Blasés de bonne heure sur des plaisirs qui sont peu variés par nature, ils demandent à l'anomalie, plus simplement à la mascarade, le piment indispensable. Tel exige que les sujets soient habillés en premières communions ; à tel autre il faut des séminaristes.

La plupart du temps, le mur de la vie privée ne cache que des malpropres, mais comme la vertu est exceptionnelle, on convient d'un accord tacite de jeter un voile sur les fautes communes.

De ce qui n'était qu'un *modus vivendi* commode, d'aucuns en ont fait une doctrine et ils sont parvenus à persuader les masses que la vie privée d'un homme public n'avait pas d'importance.

Dans un article récent, M. Vaillant-Couturier paraît vouloir insister sur cette conception classique. Il approuve les anarchistes de donner de l'importance à l'éducation de l'individu ; il dit que les révolutionnaires doivent s'appliquer à avoir avec eux des gens dont la vie est propre. Il dit aussi que les révolutionnaires doivent s'abstenir quant à l'alcool, notamment en province où on boit encore beaucoup trop.

La vie privée d'un révolutionnaire sincère n'a pas de mur, parce qu'il n'a rien de sale à cacher.

La dualité de l'homme privé et de l'homme public est une fiction ; l'individu est un et celui qui est mauvais dans le particulier ne vaut pas cher non plus comme révolutionnaire.

« Nous ne sommes pas des ascètes », a dit Jaurès autrefois, phrase dont la réaction ne s'est pas faite faute de se servir contre lui. Evidemment non, nous ne sommes pas des ascètes et du moment qu'il ne fait pleurer personne, chacun a le droit strict de choisir ses plaisirs.

Mais les hommes qui prétendent transformer la société doivent être une élite. Ce qui est admissible de n'importe qui ne l'est pas

72.233 abstentions

Ce qui frappe le plus ceux qui examinent objectivement le résultat des élections du 27 février dans le 2^e secteur de Paris, c'est le nombre considérable de ceux qui se sont abstenus de voter.

Electeurs inscrits..... 193.883
Nombre de votants..... 121.650

Abstentionnistes..... 72.233

Ce nombre laisse bien loin derrière lui les 47.832 voix que Le Corbellier, le plus favorisé des candidats, a péniblement recueillies.

La proportion des abstentions est, pour l'ensemble, de 37 %, plus du tiers.

Dans le 1^{er} et le 2^e arrondissements, quartiers bourgeois, la proportion des abstentionnistes s'est élevée à 47 % et à 65 %.

Dans le 11^e et le 20^e arrondissements, où la population est essentiellement ouvrière, elle a été de 35 % et de 34 %.

Nous nous garderons bien de penser que ce résultat est dû à la propagande anarchiste. Grande a été l'activité des libéraux au cours de cette période électorale et il est certain qu'elle a porté ses fruits.

Toutefois, il serait tout à fait puéril de considérer comme abstentionnistes conscients, c'est-à-dire comme révolutionnaires, les 72.233 électeurs qui ne se sont pas servis de leur carte électorale.

Et pourtant, rien n'a été négligé pour pousser aux urnes les 193.883 citoyens qui innocent le Peuple Souverain. Affiches, réunions, envois à domicile, professions de foi de nature, appels et rappels, campagnes de presse, tous les moyens usités ont été largement mis à contribution.

Chaque parti était représenté ; chaque tendance a fait flèche de tout bois. Quoique avait l'intention de voter avait des candidats sur lesquels il lui était possible de faire un choix.

On peut donc hardiment affirmer que l'immense majorité de ceux qui se sont abstenus a ainsi marqué le mépris en lequel il tient le régime parlementaire. Ceux qui n'ont pas entendu marquer ce mépris ont, pour le moins, témoigné de leur parfaite indifférence.

Nous constatons avec plaisir que cet état irréel, fantastique, miraculeux et incompréhensible dont Mirbeau a si magistralement tracé le portrait : l'électeur, le Peuple Souverain, celui qui affirme sa liberté en se donnant, au prestige, quelle autorité morale aurait un Parlement qui ne serait dû que par un nombre infime de mandataires ? De quel front oserait-il parler, agir, légiférer au nom du peuple si, celui-ci refusant de lui donner des suffrages, ce Parlement se sentait et se savait entouré de millions de déçus, de mécontents, de la classe ouvrière ?

On ne se fait pas faute de dire aux anarchistes : « Mais vous voulez donc qu'il n'y ait que des bourgeois à la Chambre ? »

Parfaitement. En attendant que la pourriture parlementaire soit définitivement balayée, nous estimons préférable qu'il n'y ait au Palais-Bourbon que des représentants de la classe ouvrière.

Alors, plus d'équivoque ! La classe ouvrière aura conscience qu'elle n'a, au Parlement, que des ennemis et elle s'appropriera à porter la guerre sur son véritable terrain : la Révolution.

Mais voilà que j'aborde le fond même du débat, alors que je veux simplement enregistrer le fait consolant d'un abstentionnisme qui doit nous réjouir autant qu'il alarme les valets de plume de la classe capitaliste.

S. F. — Des camarades communistes ne s'expriment pas que les anarchistes n'aient pas voté et n'aient pas conseillé de voter pour Lorient et Souvarine. Certains en ont conclu que nous approuvions la défection de ces deux emprisonnés et le procès qui

de celui qui veut prendre rang parmi les promoteurs de la société future.

Car on ne peut aimer à la fois avec passion plusieurs choses ; la passion est exclusive. Le vrai savant n'aime que son laboratoire ; en dehors de l'objet de ses recherches, tout est pour lui une corvée ; il s'ennuie dans le monde ; les obligations de la vie matérielle lui sont à charge.

Ainsi est le révolutionnaire digne de ce nom ; en dehors de l'idée, de sa propagande, rien ne l'intéresse.

J'avoue que je n'aurais jamais confiance en un révolutionnaire qui serait en même temps un grand sexuel.

Je me disais que l'homme est peut-être sincère, mais qu'il préfère l'amour à la révolution.

Qu'un corrupteur se présente, le sexuel lui cédera parce qu'avec de l'argent il pourra donner un large cours à la passion qui est le pivot de son existence.

Ainsi se sont vendus Mirabeau, Danton et combien de milliers d'autres depuis.

Celui-là seul est incorruptible qui aime son idée plus que tout au monde.

Doctoresse PELLETIER.

La torpeur syndicale

Que faire dans la grande famille syndicale, sinon se connaître, se comprendre, s'instruire, fraterniser ? D'un mot, d'une calomnie, d'un trait de plume, on ne peut détacher des milliers de travailleurs de l'humanité sensible, et les abandonner à tous les tortionnaires ?

Les prolétaires aspirent à toutes les compréhensions. Quoique est un peu ému, c'est éternellement le droit de déchoir, du bloc de l'ignorance les ouvriers incultes.

Malgré la loi, cette torpeur, l'esprit déterminé des multiplications, des transformations innombrables.

Si l'intérêt, l'égoïsme du moment pousse à inspirer la dupe du salariat, nous devons amplifier les revendications du forat de la mine, de l'esclavage terrien, de l'holocauste usinier, des gas de la terrasse, des serfs de la burocratie.

Puisque le syndicat est l'asile naturel du salariat, c'est-à-dire du dévoué, le syndicat ne devrait pas être un simple enregistreur de chiffres, de nombres, mais un enregistreur de vibrations, de réflexions, de méditations.

Le syndicat est-il cela ? Joue-t-il ce rôle ? S'élève-t-il à cette hauteur ? — Pas, que nous sachions.

Du syndicat, les animateurs sont rares, les adhérents sont nombreux ; le secrétaire, manquant d'idées générales, s'essaie à discourir et plaque l'assemblée avec entraînement. Nous concevons autrement le rôle du syndicat et de son secrétaire annuel ou perpétuel. Pas de vanité à satisfaire, d'orgueil à concrétiser, de délégations superficielles ou ostentatoires à réaliser.

Le syndicat doit atteindre le but suivant : instruire, instruire encore, instruire sans cesse, instruire toujours, car les peuples ignorants sont capables de toutes les bassesses, de toutes les trahisons.

Chaque fois que nous pénétrons au syndicat, nous y constatons une grande torpeur. Tout le monde y dort ; les paroles pressenties, attendues, les chefs en ont peur et les laissent sous le boisseau.

Quand, par hasard, un anarchiste audacieux a le temps de prendre la parole dans ce milieu à transformer avec une inlassable continuité, il est écouté avec avidité, parce qu'on le voit pourvu de courage et d'arguments.

L'atomie syndicale est un véritable danger. Hâtons-nous de la dissiper.

Pendant que le bloc patronal se renforce redoutablement, nous nous demandons si le bloc syndical a les moyens de rester victorieux dans la lutte entreprise entre le capital et le travail ?

Dans cet article, nous n'envisageons qu'une partie des procédés de l'émancipation prolétarienne.

Le syndicat n'est pas la tarte à la crème de Molière. Le syndicat est un moyen ; sachons nous en servir sans faire fi des autres.

Antoine ANTIGNAC.

leur est fait et que nous ne souhaitons pas leur mise en liberté. Nous la souhaitons ardemment.

Coup sûr, Souvarine et Lorient la désirent eux-mêmes vivement. Mais consentiraient-ils à la devoir à un geste en désaccord avec les principes directeurs de leur action révolutionnaire ? Je suis absolument certain que non.

Et bien ! les anarchistes ne consentent pas non plus à demander l'élargissement de Lorient et Souvarine à un geste qui serait en désaccord formel avec les principes directeurs de l'action anarchiste.

Qu'on consulte les intéressés. J'ai la conviction que leur haute conscience nous approuvera.

Pour le Proletariat Indigène

Avant de terminer ma campagne contre les empoisonneurs de l'Indo-Chine, je crois bon de donner aujourd'hui un court extrait d'une longue et intéressante lettre que je trouve dans mon courrier et qui m'est écrite à propos de mes articles pour la défense des Proletariats indigènes :

« ...Le *Libertaire* a raison de prendre en mains la défense des prolétaires lointains, qui souffrent et peinent sous la domination inclemente de leur vainqueur. Il s'honore en faisant connaître aux honnêtes gens de tous les partis, les crimes et les abus dont ces pauvres diables sont victimes... »

« Mais ne croyez-vous pas qu'il y aurait, à côté de cette œuvre d'utilité, dans toutes nos colonies, et surtout en Afrique du Nord, une œuvre plus belle encore à remplir par la presse véritablement révolutionnaire : ce serait de réunir, en un seul faisceau sans distinction de races et de religions, le prolétariat juif, le prolétariat musulman, enfin tous les prolétaires indigènes, avec le prolétariat européen. Et dans celui-ci je comprends, non seulement l'ouvrier qui ne possède que ses bras et le misérable petit colon qui malgré sa peine crève la faim sur son petit domaine ingrat, — prolétaires qui jusqu'à présent, bien qu'attelés au même joug sont divisés par des haines imbéciles dont profitent leurs dominateurs... ? »

Tel est le passage essentiel de cette lettre, que j'ai tenu à reproduire parce qu'il exprime, clairement des idées qui me sont chères et que depuis trente ans, je m'efforce de répandre autour de moi.

Ah ! oui, quelle œuvre admirable ferait celui qui unirait tous ces prolétaires de l'Afrique du Nord et de nos autres colonies, dans une même conscience de leurs misères communes et dans une même haine active, implacable, contre l'opresseur !

Et par ce mot d'opresseur, je comprends les hauts fonctionnaires, voleurs, concussionnaires, prévaricateurs de toute race, les grands colons spoliateurs et les politiciens de Marianne III, qui le sont devenus avec le cynisme que j'ai dénoncé.

Ah ! petits colons arrivés de Tunisie, de France, d'Espagne ou d'Italie, à qui ces bandits ont vendu cher les terres malsaines accaparées par eux, à vil prix, et où vous crevez de la fièvre sans pouvoir manger et faire manger vos enfants !

Ouvriers accourus des mêmes pays avec l'espoir d'échanger votre travail contre un salaire capable de vous faire oublier le pays natal et à qui l'on donne tout juste de quoi se paier la misère ! Vous, fellahs, misérables gueux de la tente et du gourdi, qu'on a parqués sur la glèbe aride dont personne n'a voulu, et qui devez, en tirant quand même de l'or pour le fise.

Vous tous enfin, parias d'Afrique, d'Indo-Chine, de Madagascar, dont on fait sans pitié ni trêve, le bourgeois ou le burnous, pourquoi donc au lieu de vous haïr et de vous méconnaître, pour une légère différence de peau, pour un préjugé bête de race ou de religion ne vous donnez-vous pas une poignée de main fraternelle sur toutes vos misères réunies ?

Elle n'a pas de race, la Misère, et la Faim étreint, de sa même griffe implacable les boyaux de l'Indigène et le ventre de l'ouvrier européen. Le pauvre bougre de « youdi » crevant dans le bouge infect de son « ghetto » fait la même grimace douloureuse que le paria chrétien dans son taudis, le « n'ha-qui » ananite et le trimardeur malgache sous leur ciel de feu.

Amis lointains et trop résignés du « bled » de la brousse, de la rizière, de l'usine, de la glèbe, et de la mine, vous tous, les vaincus lointains et maudits, dans la misère m'a navré et auxquels j'ai consacré une bonne part de ma vie, croyez-moi, lisez le *Libertaire* comme vous avez lu jadis la *Guerre Sociale* qui depuis hélas ! et vous saurez que ces mots de race et de religion n'ont pas les sens monstrueux que vos maîtres leur ont donné, pour rendre plus profonde encore la haine stupide qui vous sépare, et fermer vos âmes trop simples à l'humaine fraternité.

Puisse l'appel que je vous jette aujourd'hui avant de continuer mes campagnes pour vous, dans ce journal des opprimés de toute race et de tout pays, être entendu sous la tente, par l'errant à qui l'on a volé son pays et par l'exilé d'Europe qui a retrouvé tous les égoulements et toutes les cruautés du sien sur le sol conquis !

Oui, lisez le *Libertaire* et ne cessez de le répandre autour de vous. Il sera votre ami le plus sûr.

Et puisiez-vous, ayant, par lui, pris à jamais contact, ayant, enfin, grâce à lui, communiqué dans la même douleur de vivre, sortir,

si le 15 septembre 1917, pendant le procès Soukhomlinov, le gouvernement russe, par la voix de Kerensky, n'eût publié un communiqué officiel sur la question de la mobilisation, et dans lequel il était dit : « Le 20 juillet 1914, les ministres des Affaires étrangères et de la Guerre (russe) eurent une conférence avec le chef d'état-major général. Ils tombèrent d'accord qu'il n'était pas possible de retarder la mobilisation générale en procédant à une mobilisation partielle. L'ordre de mobilisation générale fut lancé le soir du 30 et affiché dans les rues le lendemain matin.

Voilà la vérité douloureuse contre laquelle le sinistre costaud s'insurgeait vainement.

M. Viviani dit encore : — « Le 31 juillet, à midi, sans avoir par conséquent connu la mobilisation russe, l'Allemagne déclara l'état de danger de guerre... »

Et M. Demartial de lui prouver, documents en mains, que tous les journaux allemands annonçaient les deux mesures à la fois, dans les termes suivants : « De Pétersbourg, l'ambassade d'Allemagne a fait savoir aujourd'hui que la mobilisation générale de la flotte et de l'armée russe a été ordonnée. En conséquence, S. M. a décrété l'état de danger de guerre. »

Mais il y a mieux que cela dans les documents Kautsky. Le n° 473 de la publication dit expressément que le télégramme de l'ambassadeur fut expédié de Pétersbourg à « 10 h. 20 », qu'il fut enregistré au ministère des Affaires étrangères, à Berlin, à « 11 heures 40 » du matin. Et que l'état de danger de guerre fut déclaré à « une » heure de l'après-midi.

De plus en plus impudent, Viviani pour suit : « Nous, nous voulions mobiliser que le 1^{er} août, en présence de la mobilisation allemande. »

P. VIGNE D'OCTON.

(A suivre.)

vous Bedouins et Israélites, Malgaches et Annamites de votre désignation fatidique ; vous, Européens exilés, de votre sommeil, et n'avez au cœur qu'une haine, implacable et agissante : la haine de vos exploitateurs ; qu'un but : l'émancipation intégrale du paria qui les engraisse à sa sueur.

P. VIGNE D'OCTON.

DU VIEUX TOUJOURS NEUF

Est-ce que nos camarades se souviennent de la période quelque peu équivoque qu'ils vécurent vers 1910 ? Un homme avait revu la constitution d'un parti révolutionnaire dont il avait, évidemment, été le chef, englobant tous les éléments d'avant-garde : socialistes insurrectionnels, syndicalistes révolutionnaires, anarchistes, projet qui ne put recevoir même un commencement d'exécution. Au cours d'un siège à la Santé, cet homme voyant que son rêve ne se réalisait jamais, changea son journal d'adresse et la *Guerre Sociale* devint par écoups successifs ce qu'elle est aujourd'hui. Suivant l'idée de Hervé, et pour l'aider dans sa réalisation, des anarchistes connus, Charles Albert et Duchêne eurent pour lui réviser l'idée anarchiste et leur révision les amenait à des concessions incompatibles avec cette idée même ; s'ils avaient été suivis, l'idée anarchiste était morte, et tant est qu'une idée puisse mourir. A côté de cela, l'histoire dite des « Bandits anarchistes » (Donnot, Garnier, etc.) permettait à la presse à tout faire de traîner dans la boue et jeter, dans la masse, le discrédit sur l'anarchisme. La situation était à ce point équivoque que les camarades qui avaient en main à ce moment la gestion du *Libertaire*, crurent qu'il était nécessaire de faire une mise au point éclatante, et après avoir pris l'avis de camarades connus publièrent un exposé d'idées du journal le *Libertaire*. Cet exposé était signé de camarades l'ayant approuvé.

Aujourd'hui, que se passe-t-il ? La situation n'est-elle pas aussi équivoque ? Est-elle plus claire et plus précise ? Non. Et les mêmes faits semblent se renouveler.

De puis 1914 nous avons une C. G. T. qui, ne tenant pas compte des décisions prises dans tous ses Congrès, ne songe plus à on ne sait quel intérêt général, alors que son intérêt de la classe ouvrière devrait être dans ses préoccupations.

Une forte minorité se dressait, en face, au sein de cette C. G. T. (Congrès de Lyon) pour ramener le syndicalisme dans la voie qu'il suivait avant-guerre ; peu de temps après (Congrès d'Orléans) cette minorité décidait son adhésion à Moscou, sous l'influence de politiciens. Leur renoncement à l'écroulement avait fait le vœu de René Caudin qui l'avait lui-même fait auparavant pour le compte du gouvernement. Les C. S. R., bien qu'ils s'en défendent, marchent à la remorque d'un parti politique ou, si ce mot les froisse, nous pouvons dire qu'ils marchent de pair, vers le même but : la dictature du prolétariat. Les journaux et les scolytes eux-mêmes réclament de l'anarchie ; et les futurs dictateurs ne dévient des brevets de révolutionnaire qu'à ceux qui répondent Amen à tout ce qui est conforme à l'orthodoxie bolchevique. Jouhaux et ses amis veulent garder le pouvoir et imposer leur dictature ; les C. S. R. tiennent tout en œuvre pour s'en débarrasser et imposer la leur. Voilà dans quoi se débat le syndicalisme, le seul groupement où nous avions placé notre espoir, le seul groupement capable de détruire et remplacer la société capitaliste ; le groupement qui pouvait faire trembler nos maîtres. Peut-on révoir une situation plus confuse. Est-il question de dictature du prolétariat ? Est-il que le syndicalisme s'affirmait une vraie force ? Quel homme sensé peut affirmer que cette dictature sera indispensable au lendemain de la révolution ? Autrement, c'était la lutte de classe — qu'il faut reprendre implacable ; c'était l'antimilitarisme — qu'il faut jamais être si nécessaire qu'à l'heure actuelle ; c'était l'antibolchevisme, c'était l'action directe, c'était l'affaire Ferrer, c'était l'affaire Roussel.

Eh bien, il se trouve aujourd'hui, comme il y a dix ans, que seuls les anarchistes sont restés eux-mêmes. Amis de la Révolution russe, ils ont été les premiers à la défendre ; ennemis des politiciens, sous quelque étiquette qu'ils se cachent, ils ne veulent aucune compromission, même lointaine avec aucun ; ennemis irréductibles de l'autorité, ils repoussent toutes les dictatures, celles de la bourgeoisie, celle de Jouhaux, celle du prolétariat. Ils apportent tous leurs efforts pour tirer le syndicalisme du marasme dans lequel il est plongé, car le syndicalisme est le premier pas de fait dans notre émancipation.

Gabriel LAPLANCHE.

La Nouvelle Gloire du Sabre

Documents vécus pour servir à l'histoire de la grande guerre (1914-1919) (1)

De cette lettre, dont M. Hanoteau ne souffre mot, dans son Histoire truquée (oh ! combien !) de la Grande Guerre, et dont cependant le plus obtus des Français comprendra toute l'importance, nous extrayons les lignes décisives :

« Il n'était prévu, par notre plan de mobilisation, en cas de guerre européenne que le rappel de quatre bataillons, c'est-à-dire de quatre mille hommes. (Il s'agit des troupes d'Afrique.) J'ai pris la responsabilité de rappeler vingt-six bataillons, soit trois divisions. J'ai pris cette décision, le lendemain même de la notification de la note adressée par l'Autriche, sans attendre le retour du président de la République et de M. Viviani, d'accord avec le ministre de la Guerre et malgré les réserves du général Lyautey... »

Nous verrons, dans un chapitre ultérieur, que qu'il faut penser des mots que j'ai moi-même soulignés dans cet extrait, et qui concernent la prétendue ignorance de l'extradition mesure attribuée à M. Poincaré et à son premier ministre.

Pour le moment, et avant de commenter l'importance historique du geste d'Abel Ferry, je tiens à dire ceci :

Il me souvient très bien, étant alors à Marseille, puis à Toulon, avoir assisté du 25 au 31 juillet, mais surtout dans les journées du 25, du 26 et du 27, au va-et-vient incessant de transports d'Etat d'avisos et de cuirassés entre ces ports et notre Afrique du Nord procédant à cette concentration de troupes dans le futur camp retranché de la 5^e circonscription maritime, et cela, avec une telle discrétion, qu'il fallut la déclaration de guerre

viani n'a jusqu'à présent rien répondu, lorsque on les lui a reprochés.

Même silence dédaigneux. Lorsque, pour lui montrer qu'il avait bien désiré la guerre, on a mis sous son nez, l'attitude prise, dès le 24 juillet 1914, par la Sureté générale à l'égard des anarchistes inscrits sur le fameux carnet B.

Voici, en effet, la troublante déposition que fit au cours du procès Malvy, M. Richard, directeur de ce Service en 1914 :

« ...La Sureté générale a pris des mesures huit jours avant la mobilisation, notamment pour la surveillance des voies de communication. Nous nous préoccupions très vivement de la question des anarchistes du carnet B ; nous avions, à ce sujet, les craintes les plus vives, car nous avions, en notre possession, un plan complet de sabotage de la mobilisation par ces anarchistes. Huit jours avant la mobilisation, nous avons pris ces individus en surveillance. »

Tout en retenant ce qu'il y a d'important dans ce témoignage au point de vue des responsabilités de Viviani, je tiens à faire observer ici, que ce fameux plan de sabotage de la mobilisation, attribué aux anarchistes, et dont parle le Directeur de la Sureté générale d'alors, personne ne l'a jamais vu. Il est fort probable, il est même à peu près certain, qu'il ne fut qu'une invention de son service, stimulé par les ordres du gouvernement, pour être le prétexte et la justification des mesures illégales de coercition dites de surveillance, et aussi des nombreuses arrestations dont furent victimes à ce moment et d'ailleurs pendant toute la durée de la guerre, les anarchistes portés sur le carnet B, et aussi bien d'autres qui n'y figuraient pas.

VII

LES MENSONGES DE VIVIANI

Tout ce que je viens de dire était connu de quelques-uns, bien avant le procès Malvy, et si la Presse indépendante n'eût été étranglée pendant quatre ans, par la Censure, lui

doute que Viviani n'eût été sommé de répondre à ces très sérieuses accusations.

Quand, plus tard, redevenus libres, certains journaux avancés le prièrent avec insistance de s'expliquer à ce sujet, Viviani fit tout. Aujourd'hui toutes les fois qu'on reproche son mutisme à ce malfaiteur public, il répond cyniquement : « Mais, j'ai dit tout ce que j'avais à dire sur ma responsabilité et les origines de la guerre, dans ma déposition devant la Haute Cour, au procès Caillaux. »

Examinons donc ce document avec toute l'attention qu'il mérite et en tenant compte de la valeur défensive qu'il attache son auteur.

A mon avis, le prolétariat français qu'on a saturé de mensonges avec la littérature officielle du nausabond Hanoteau et de ses parasites, ne connaît presque rien de l'œuvre importante, si courageusement accomplie après et même avant le traité de paix par la Société d'Etudes documentaires et critiques sur la guerre ; c'est à peine, si la Presse indépendante a mis sous ses yeux quelques bribes des analyses pénétrantes auxquelles s'est livré M. Georges Demartial sur les véritables responsabilités.

C'est pourquoi, dans mon œuvre destinée à être pour le peuple une

